



Contribution du GSEN-EDFGDF au Congrès de Reims

14-15-16
NOVEMBRE
2008



<http://www.gsenedfgdf.free.fr>

05 septembre 2008

Commentaires sur les contributions

Le Groupe Socialiste d'Entreprise National EDF-GDF a lu attentivement l'ensemble des contributions générales au prochain Congrès de Reims. Le GSEN-EDFGDF lui-même, au terme de deux mois de discussions et d'élaboration, a adopté une contribution qu'il soumet au débat des militants du Parti Socialiste dans le cadre de la préparation du congrès de Reims. On peut trouver ce texte, sur le site du GSEN à l'adresse :

<http://gsenedfgdf.free.fr/congres/c2projet.htm>

Le GSEN-EDFGDF tient à faire part de ses réflexions et de ses commentaires sur le contenu "Energie" et "Développement Durable" des contributions générales. Toutes les contributions générales abordent la question énergétique. Le GSEN-EDFGDF a procédé à son analyse, en tenant compte des spécificités de la position statutaire de sa structure au sein du Parti. On le sait les GSE Nationaux doivent avoir, à la fois, un rôle actif et propositionnel. La composition et la variété mêmes des GSE Nationaux (sur le plan socioprofessionnel), la nature de leur travail militant et de leurs informations apportent une contribution originale et utile à la réflexion du Parti. Ils doivent participer à l'élaboration de la politique sectorielle du Parti et être associés aux travaux des commissions d'études du PS, des experts ou des groupes parlementaires. Ils font des propositions d'action et de propagande concernant leur branche au Secrétariat National aux entreprises, ils aident, sous la responsabilité du Secrétariat, les fédérations à impulser l'action et à s'implanter dans les entreprises relevant des branches qui les concernent. Dans la situation actuelle du parti, il leur revient de mener leur réflexion, indépendamment de toute considération qui pourrait être liée à des enjeux politiques ou électoraux locaux, municipaux ou régionaux. Ce qui leur permet d'échapper aux tentations et aux dérives du localisme, lorsqu'il s'agit de parler d'eau, d'environnement ou maintenant d'énergie. Bien qu'appartenant à différentes sensibilités, ou militant dans des syndicats différents, les membres des GSE sont conduits par l'analyse et la discussion à formuler des positions partagées, ancrées dans les réalités de leur activité salariée. La contribution thématique présentée pour le Congrès de Reims en est une expression comme les commentaires qui suivent sur les contributions générales. Ces contributions générales, soulèvent, de notre point de vue, trois questions laissées sans réponse précise, que nous voudrions souligner auprès de leurs auteurs et signataires et devant le Parti, pour qu'elles soient traitées expressément, sans plus les éluder.

Faut-il tourner la page EDF-GDF, entreprises publiques ?

La lecture de l'ensemble des contributions générales au crible de la question énergétique conduit à s'étonner de l'absence, quasi-

systématique dans ces textes, de référence à EDF-GDF. Ainsi les contributions présentées par François Hollande, Laurent Fabius, Bertrand Delanoë, Pierre Moscovici, Bertrand Collomb/Guérini, J.M. Ayrault, Martine Aubry ou Marie-Noëlle Lienemann n'abordent pas ce sujet.

Qu'on ne voit pas dans ce constat l'effet d'un corporatisme mal venu.

Les Socialistes d'EDF-GDF se sont tenus jusqu'alors, en raison de leur statut et leur appartenance à une entreprise publique, sous le contrôle des institutions de la démocratie de notre pays, à une grande réserve dans l'expression de leurs vues et ont poursuivi leur travail sur la lancée de la loi de 1946, laissant à la Nation le soin légitime d'orienter l'avenir du système énergétique. Depuis 2002, la Droite au pouvoir a procédé systématiquement au démantèlement du système énergétique, fondé en France, depuis la loi de 1946 de nationalisation, sur les entreprises publiques EDF-GDF. Deux entreprises dont les Français étaient pourtant pleinement satisfaits. L'argument d'une baisse des prix qui proviendrait de l'introduction de la concurrence et de la disparition de ces monopoles gazier et électrique s'est sous leurs yeux transformé en son contraire, les prix de l'électricité et du gaz ayant augmenté depuis dans des proportions jamais connues en France. La sempiternelle rengaine d'une indispensable adaptation à un "monde qui change", est restée de l'ordre de la propagande, martelée par une industrie de l'influence, toute entière mobilisée et mise au service de l'objectif de privatisation qui était poursuivi.

Ne plus parler des entreprises publiques EDF-GDF, dès le lendemain de ces événements, signifierait-il qu'il faudrait désormais définitivement tourner la page du service public de l'électricité et du gaz, que seules des entreprises publiques sont vraiment capables d'assurer, contrairement à ce que l'idéologie libérale, appuyée et financée par ceux qui comptent en retirer un profit direct, Bouygues, et autres compagnies des eaux, a pu ressasser depuis des années ? Cette transformation, ce grand bond en arrière seraient-ils irréversibles ? Autrement dit, faudrait-il en définitive se satisfaire *in petto* de ce que la droite a fait, et que, par conséquent le Parti Socialiste n'aurait donc pas eu le courage de faire lui-même lorsqu'il était au pouvoir, de peur de s'aliéner une partie de son électorat traditionnel ? Ce silence actuel ne viendrait alors que couronner aujourd'hui une période riche en ambiguïtés sur le sujet et ...en échecs électoraux nationaux, dont on peut légitimement se demander s'ils ne leur sont pas directement liés.

Les convictions du GSEN-EDFGDF sont étayées par une analyse, développée et renouvelée depuis de longues années dans la continuité d'une longue tradition et qu'aucun fait nouveau n'est jamais venu remettre en cause. **Le marché de l'énergie n'existe pas !** Il n'est jamais parvenu à exister dans l'histoire. Le forum de la rénovation "les Socialistes et le marché" en décembre 2007 avait occulté cette difficulté posée par les particularités économiques de ce secteur. Notre contribution en décortique les raisons dont celles qui, malgré tout,

poussent certaines forces, directement intéressées à ces évolutions, à s'acharner sur cette perspective vaine de la construction d'un marché impossible, dont elles savent sûrement mieux que d'autres le caractère illusoire, mais qui leur permet de parvenir à la privatisation à leur seul profit des énormes flux financiers que cette activité nécessite et génère. Mais, ces mêmes forces ont montré, dans l'histoire, leur incapacité à assurer la recherche et le développement indispensables dans ce secteur de haute technologie. Absorbées et animées par l'objectif unique d'obtenir le retour le plus rapide et le plus important possible sur leur investissement financier (leurs capitaux) qui définit leur nature, elles se révèlent impuissantes, à chaque étape de l'histoire économique et technologique, à effectuer les investissements indispensables ; elles démontreront leur impuissance à lutter contre le réchauffement climatique, sans en reporter toute la charge (et au-delà, bien sûr, poussées par leur pulsion), sur les populations et en faire une source supplémentaire de prélèvements, puisque telle est leur nature. Elles s'accommoderont des régulations, censées réfréner facialement leurs tendances irrépressibles, anticiperont leur élaboration, l'influenceront par tous les moyens.

Ne nous y trompons pas. Le démantèlement-démolition d'EDF-GDF s'est produit au pire moment. Il affaiblit la France et l'Europe, au cœur de la crise énergétique mondiale. La fuite en avant dans la construction mythique d'un " marché", même bardé de toutes une série de régulations bricolées et improvisées pour tenter de pallier ses défaillances et ses échecs, sans léser surtout les intérêts puissants qui profitent du chaos ainsi généré, conduit au désastre inéluctable. Le consensus national sur l'énergie s'est évanoui avec la disparition des entreprises publiques, mise en œuvre par Sarkozy. Un devoir de mémoire incombe désormais à la seule gauche, au premier rang de laquelle les socialistes doivent l'assumer, pour être en mesure le moment venu, de proposer les bonnes solutions pour en sortir.

Quelle Europe de l'énergie ?

C'est cette même réalité économique à laquelle nous nous référons, lorsque nous nous interrogeons sur une formule, employée dans deux contributions, celle de François Hollande et celle de Martine Aubry. Europe de l'énergie : derrière l'apparence au demeurant sympathique de ce slogan avancé désormais par la Commission Européenne, alors que tous les pays européens sont inégalement exposés à la crise énergétique et à l'envolée spéculative des prix du pétrole, ne cherche-t-on pas à dissimuler une impuissance, des échecs et des intérêts qui ne sauraient se confondre avec ceux des Européens ? La formule magique n'est-elle pas un peu courte ! En fixant un tel but à une Europe en panne, qui manque cruellement d'objectifs, ne sème-t-on pas l'illusion ? L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, a estimé devoir intervenir dans un entretien au Journal du dimanche (JDD), à la veille du dépôt des contributions générales, le 22 juin dernier. Il l'a fait pour affirmer qu'"il faut bâtir d'urgence le schéma d'une Europe de l'énergie". Interrogé sur les priorités de l'Union européenne, Jacques Delors propose que l'on mette en place "une communauté européenne de l'énergie", "comme il y eut la communauté européenne du charbon et de l'acier" (CECA). "Ainsi aurions-nous une politique intérieure de l'énergie, un marché concurrentiel et une attitude commune vis-à-vis des producteurs d'énergie", souligne-t-il. Cette orientation est reprise dans les contributions de François Hollande et de Martine Aubry, avec cette même référence étonnante à la CECA de 1951. La commission européenne, dans les années passées, a déstructuré les systèmes énergétiques nationaux par une série de directives, au nom du seul principe d'introduction de la concurrence dans les secteurs de l'énergie. Les Etats-Unis qui avaient été les précurseurs de cette libéralisation l'ont interrompu après les faillites du système électrique Californien, l'implosion d'Enron et des autres

entreprises similaires. Ils laissent désormais leurs 48 états faire leurs choix, en fonction de leurs situations. Et, la plupart, à l'exception du Texas et de quelques états du Nord-Est ont abandonné cette aventure. Que n'en tire-t-on pas les mêmes conclusions en Europe ? Pourquoi la prudence ne prévaudrait-elle pas ? Que n'arrête-t-on pas les nouveaux maîtres privatiseurs du nucléaire, qui après avoir fait main basse sur les actifs nucléaires français, que, rappelons-le, seule une gestion publique par des entreprises publiques a permis de réaliser dans les conditions économiques et de sûreté optimales, se jettent, avec le produit des factures d'électricité des usagers français, sur les actifs en déséquilibre du nucléaire anglais, dont les traders de la City de Londres ne savent plus comment se débarrasser ?

"Champion du Monde " ? Europe de l'Energie ? Ces rododromes, ces mythes ne dissimuleront pas longtemps les réalités. Il nous appartient de nous y préparer, sans nous couler dans un discours qui ne saurait être le nôtre.

Quelles sont nos cibles ?

Il y a moins d'un mois, du trois au huit août dernier, la dix-huitième conférence internationale sur le sida, organisée par l'ONU-Sida s'est tenue à Mexico. Cette conférence annuelle, déjà la dix-huitième, est toujours l'occasion de faire le point de la progression de l'épidémie. L'estimation du nombre de victimes, adultes et enfants, pour l'année 2007 se monte à **deux millions de personnes**. Le nombre d'enfants orphelins, en raison du décès de leurs parents du SIDA en Afrique, est de **douze millions**. Les ressources annuelles mondiales consacrées à la lutte contre le SIDA sont évaluées par l'UNAIDS à **dix milliards de dollars** en 2007. Au même moment, on constate que les compagnies pétrolières réalisent des bénéfices record. *Exxon Mobil*, la compagnie américaine numéro un mondial, a annoncé avoir battu son propre record en réalisant le plus gros bénéfice de l'histoire. Elle a engrangé l'année dernière la somme astronomique de 40,6 milliards de dollars soit supérieur au PIB des 2/3 des pays du monde. *Chevron*, la deuxième compagnie américaine, fait état de 18,7 milliards de bénéfices. La *Royal Dutch Shell* a pour sa part enregistré un bénéfice annuel de 27,5 milliards de dollars. Quant à *Total*, 12,2 milliards d'euros de bénéfice en 2007. Ces bénéfices relèvent de la montée en flèche des prix du pétrole due à la spéculation qui sévit.

Dans ces conditions, où se trouve " l'Insoutenable " ? Ici et maintenant, principalement en Afrique, ou, en 2100, là-bas en Arctique aux magnifiques ours blancs, dont le sol se dérobe sous les pattes, ou dans le Pacifique, aux plages coralliennes menacées par la montée progressive des eaux promise par le réchauffement climatique. Comme Parti politique, il nous appartient de dire l'insupportable, de nommer l'insoutenable, de fixer les priorités, d'arbitrer les inconciliables. Il nous revient aussi de ne pas laisser polluer nos débats politiques, par des récits, par des frayeurs orchestrées, par des émotions entretenues. Il importe de regarder ce qu'il convient, là où il faut, sans laisser notre vision dériver vers des horizons trompeurs ou la laisser attirer par des signaux artificiels. La démocratie seule peut nous aider à définir "l'Insoutenable". Il faut mettre chaque réalité à sa juste place. Il faut, comme parti politique, le faire en toute indépendance, en toute démocratie, en cantonnant "l'industrie de l'influence", le "lobbying", les "think-tanks", les intérêts "communautaires", les expertises, dans leurs territoires. C'est ainsi que nous combattons " l'Insoutenable", en temps et en heure, où il faut. C'est ainsi aussi que nous ne contribuerons pas à dresser le *Développement Durable*, en rempart des exigences immédiates et futures d'une financiarisation d'un monde dont nous ne voulons pas. Cela requiert toute notre attention et notre application, surtout dans le secteur de l'énergie. Cela exige dès lors, de la part des Socialistes, une réponse précise.